

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

APERÇUS.

De quoi le prochain Parlement fédéral sera-t-il fait?

A ce sujet comme à bien d'autres, il y a de l'incertitude dans l'air. Le fait est que nos deux grands partis politiques traditionnels sont aux prises avec des schismes qui les affaiblissent et diminuent le peu de prestige qui leur reste auprès de l'électorat canadien en général. Au sein de chacun d'eux il s'est constitué, semble-t-il, une "droite" et une "gauche", comme il sied dans tout parti démocratique qui se respecte. La droite se cramponne aux traditions avec l'énergie du désespoir; la gauche admet la nécessité de réformes urgentes, sinon profondes, mais sans renoncer aux principes essentiels de cette cuisine politique à laquelle nous sommes redevables de l'abominable libéralisme économique qui nous afflige.

Chez les conservateurs, ces divergences d'opinions sont beaucoup plus accusées que chez les libéraux quant à la politique fédérale. C'est ainsi que le divorce Bennett-Stevens vient d'être officiellement proclamé par la publication du programme des conservateurs radicaux (!) rangés sous la bannière Stevens. Ce programme de "reconstruction" sociale est une quasi répétition des conférences Bennett à la radio, l'hiver dernier, et ne saurait être pris au sérieux parce qu'il est insuffisant en soi pour parer aux iniquités économiques que la crise a non pas fait naître mais accentués au point de les rendre constatables par les esprits les plus obtus. Nos "money changers" et les autres parasites sociaux qui nous "emplissent" depuis si longtemps ont encore en Bennett et Stevens, en dépit des apparences, des comparses dévoués sur lesquels ils peuvent encore absolument compter pour perpétuer le régime de l'opulence et de la misère simultanées.

Chez les libéraux — toujours au point de vue fédéral — l'acrimonie des relations entre soi est beaucoup moins accentuée que chez les bleus. Les "droitiers" et les "gauchers" y fraternisent encore sous le signe officiel d'une caisse électorale bien pourvue en "numéraire persuasif". Ils ont bien des façons un peu différentes d'envisager les solutions applicables à la crise, mais ils restent franchement soumis au même chef. Leur attitude demeure indéfinie en face du radicalisme "apparent" des conservateurs et ils devront aller plus avant que ceux-ci s'ils veulent arriver à des résultats tangibles, c'est-à-dire "humains". Mais le voudront-ils? That is the question.

Jusqu'à présent, c'est en dehors des partis traditionnels affaiblis par "les abus profitables", qu'il y a le plus d'activité pré-électorale. Le parti C. C. F., reconnu aujourd'hui comme le "troisième" parti, a déjà commencé sa campagne dans toutes les parties du pays et il a bon espoir, paraît-il, d'augmenter son effectif aux prochaines Communes.

Les communistes eux-mêmes, qui l'eut cru, ont apparemment réussi à former le noyau d'un parti politique futur et auront quelques candidats pour les représenter au cours de l'actuelle campagne électorale.

En somme, l'élément ouvrier semble se réveiller par tout le Canada. Exaspéré par plusieurs années successives d'un chômage intensif, l'élément travailliste semble disposé à renoncer définitivement aux partis politiques traditionnels, à leurs pompes et à leurs oeuvres. Il commence à sentir la nécessité — mieux vaut tard que jamais — de faire bloc autour d'hommes non inféodés aux puissances d'argent et de faire confiance à des candidats ouvriers vraiment dignes de ce nom. L'exemple assurément le plus remarquable de ces candidatures ouvrières est celui de Jean Péron, ingénieur, qui brigue les suffrages dans la circonscription Saint-Jacques et dont la campagne électorale vient de débiter sous les plus heureux auspices, à ce qu'il paraît.

Bien malin, pourtant, celui qui pourrait, aujourd'hui, pronostiquer la composition du prochain Parlement fédéral. Les paris sont ouverts en certains milieux, se fondant sur les résultats électoraux de ces quelques dernières années. C'est ainsi qu'on envisage comme probable l'écrasement de Bennett et de ses partisans dans tout le pays, l'avènement de King avec une majorité moyenne et une véritable opposition travailliste de vingt à trente députés.

Quoi qu'il en soit, les cartes sont plus mêlées que jamais, mais tout le monde semble d'accord sur un point: c'est qu'il faut un "changement" à Ottawa, non pas seulement un changement de parti, mais une politique économique nouvelle, n'ayant presque plus rien de commun avec le "piétinement opportuniste" et contre nature des bleus et des rouges. Il faut "du nouveau" à Ottawa, et ce nouveau ne peut guère nous être apporté que par des hommes nouveaux, des gens non domestiqués aux hommes d'affaires ou aux autres puissances occultes qui "ont intérêt" à ne rien changer au désordre établi cher à la démagogie officielle.

Quelle que soit, au surplus, la composition du prochain Parlement fédéral, celui-ci ne saurait valoir moins, de l'avis de beaucoup de monde, que celui qui vient de finir un labeur législatif notoirement insuffisant et, par cela même, impopulaire.

Georges Delpèque.

GRAND CONGRES

La Fraternité unie des Wagonniers de chemins de fer d'Amérique se réunissait en assemblée, la semaine dernière, pour discuter différentes questions d'ordre général. M. L.-A. Beaudry, président de la loge Sainte-Marie No 234, présidait.

Le conseil fit part à l'assemblée de la décision de la compagnie du Pacifique Canadien d'augmenter les jours de travail de 14 à 17 jours par mois à ses usines Angus ainsi que dans les différents centres où la compagnie fabrique son matériel. Ce règlement restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année.

Le comité d'organisation du congrès qui doit avoir lieu à l'hôtel Windsor, le 26 août,

rapporta le travail fait depuis la dernière assemblée. Environ 1,000 délégués de tous les centres du Canada et des Etats-Unis seront présents.

A CHACUN LE SIEN...

L'Union internationale des Employés-Barbiers, local 659, déclarait à la presse, par l'entremise de son président, M. N. Wald, qu'elle s'opposait à toutes les conventions collectives du contrat collectif des barbiers, sauf celles concernant le salaire minimum et la fermeture des salons à 7 heures. "Nous ne sommes pas responsables", dit-il, "du contrat passé devant le ministère du Travail par les parties à cette convention. Dans quelques jours, nous fe-

rons un appel à tous les barbiers de la ville pour protester contre les personnes responsables de cette entente. Notre union, qui est affiliée à la Fédération Américaine du Travail et au Conseil des Métiers et du Travail de Montréal, est une des plus fortes qui soient. Cela nous permet de croire que nous réussirons dans la campagne de protestation que nous entreprenons."

Demandez l'étiquette de l'Union sur tous ce que vous achetez: cela vous rapportera des profits plus tard.

OFFICIERS EN VOYAGE

MM. James Philip, secrétaire-trésorier de l'Union Typographique No 176, Ernie-J. Teague, membre du comité des voies et moyens de la convention, et Henri Richard, secrétaire-trésorier de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, sont partis hier soir pour Washington, dans l'intérêt du comité de la convention de l'Union Typographique Internationale, qui doit avoir lieu à Montréal, en septembre.

En voulez-vous du travail?

A la campagne et dans nos villes des centaines de milliers de personnes se plaignent qu'elles n'ont pas de travail.

Pour ne pas les laisser mourir de faim l'Etat dépense des millions.

Plus ça va, moins les gens travaillent, et plus l'Etat-Providence dépense de l'argent pour nourrir des gens qui pourraient travailler.

Il faut admettre aussi que cette façon d'administrer nos affaires favorise fortement ceux qui ont une inclination naturelle à la vie contemplative, aux dépens des autres.

Il peut se faire aussi que ceux qui paient et ceux qui reçoivent sont trop pressés pour regarder autour d'eux, pour voir s'il n'y aurait pas moyen de faire servir cet argent autrement qu'à le dépenser pour démoraliser ceux qui le reçoivent, en n'exigeant aucun travail PRODUCTEUR en retour de l'argent donné.

Si ceux qui s'occupent de cette question avaient le temps de regarder autour d'eux, de visiter le pays, ils trouveraient sûrement du travail PRODUCTIF à faire exécuter par ceux qui reçoivent de l'Etat.

Et, nous en sommes certains, beaucoup ne demanderaient pas mieux: confiants que cela leur permettrait peut-être de s'établir pour vivre par eux-mêmes, et d'établir leurs enfants plus tard.

Au Québec, dans la Gaspésie, la Matapédia, le sud de Rimouski, le Témiscouata, il faudrait des centaines et des centaines de milles de chemins nouveaux, pour que des gens déjà établis, et d'autres qui pourraient s'établir, puissent, eux, les bâtisseurs de pays, jouir au moins approximativement des avantages qu'on accorde à n'importe quel étranger qui veut, chez nous, se promener dans de bons chemins, sans avoir à payer d'impôts pour les faire construire.

Il en est de même au Saguenay, au pays du lac Saint-Jean, et dans certaines régions du Témiscamingue.

Dans l'Abitibi, une foule de colons établis depuis dix ans, et même plus, n'ont pas de chemins passables, parfois pas de chemins du tout.

Cette situation, qui se prolonge d'année en année, qui a forcé maintes familles à désertir la terre, devrait cesser.

Chez nous, il devrait être de bonne politique de faire tout d'abord des chemins pour les gens du pays, pour ceux surtout qui sont des bâtisseurs de pays. Ne sont-ils pas aussi importants que les étrangers qui viennent chez nous pour s'amuser, et parfois détourner nos gens de leurs devoirs familiaux et même nationaux?

En Abitibi seulement, il y aurait du travail pour des milliers de personnes, si l'on faisait les chemins nécessaires.

Pourquoi ne pas intéresser à cette besogne ceux que nous faisons vivre?

J.-ERNEST LAFORCE.

* * *

Dans ce petit article, nous trouvons du nouveau, quelque chose dont nous n'avions guère entendu parler depuis quelques années que par les gens de retour des terres de colonisation et que les journaux qualifiaient souvent de fainéants ne voulant pas faire les sacrifices nécessaires à leur établissement sur les terres. Si ces gens sont revenus, ils avaient un peu raison et nous ne pourrions pas les blâmer; seulement, cela ne veut pas dire, non plus, qu'il faille décourager le mouvement du retour à la terre qui doit être le salut d'un grand nombre de fils de cultivateurs et de cultivateurs dont la barque est venue s'échouer dans les grandes villes et qui est en train de s'effriter sur les récifs du chômage et des secours directs. Rendons-nous maîtres du sol, et nous serons maîtres du pays. Nous pourrions prendre une utile leçon du dictateur de l'Italie, Mussolini, qui, constatant que son pays ne possède pas assez de terres pour établir tous ses habitants, rêve de conquêtes en Ethiopie; c'est qu'il comprend qu'il faut se rendre maître du sol, et non pas établir des comptoirs de commerce, pour pouvoir maîtriser une contrée. Tous les pays d'Europe ont toujours eu comme politique l'établissement de leurs sujets sur le sol; le Canada n'est-il pas colonisé par des Européens? Et les Etats-Unis?

Comme les pays européens, nous n'avons pas à faire la conquête du sol en répandant le sang de ceux qui l'habitent présentement; nous n'avons qu'à nous armer d'un peu de courage et d'une hache et à faire bravement face à la forêt, pour nous y tailler un domaine enviable. Et nous reculons devant les petites misères que nous rencontrons.

En plus de décongestionner les villes de leur trop-plein d'ouvriers inoccupés la politique du retour à la terre pourrait procurer du travail à ceux qui ne demandent que l'abandon du secours direct. Commençons par les envoyer dans les chemins — ou aux chemins, si vous le préférez — dans les régions de colonisation, et, soyez assurés qu'un grand nombre trouveront le tour de s'y fixer définitivement. Abolissons les secours directs en donnant du travail; en donnant du travail aux chômeurs aptes à ce travail dans notre nouvel empire du Nord, nous pourrions peut-être nous y établir et y régner en maîtres plus tard.

R. HACHETTE.

Le libéralisme économique à fait faillite

Le terme *libéralisme économique* se prête à des interprétations si diverses qu'il paraît utile d'indiquer qu'il est pris ici dans le sens d'un régime fondé sur l'initiative individuelle, la concurrence, le profit et l'épargne, dans le maximum de liberté possible.

Si la crise économique mondiale a commencé à l'automne de 1929, la situation extraordinaire qui l'a engendrée remonte à 1914. Les années de guerre et d'après-guerre devaient inévitablement dérégler la production et les échanges. Cette période exceptionnelle passée, si l'on n'avait pas tenté de diriger l'économie, l'équilibre se serait rétabli par degrés. Sans doute la réadaptation ne se serait-elle pas effectuée sans provoquer de graves perturbations. N'est-il pas permis de croire toutefois que le chaos résultant de la liquidation tardive qui se poursuit depuis plus de cinq ans et qui n'est pas encore terminée? Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, le simple rappel des faits suffit à mettre les choses au point.

L'espèce d'automatisme qui comporte le libéralisme économique — automatisme qui de gré ou de force supprime ou contracte les entreprises dont la production excède les exigences du marché — aurait ramené par palliers l'économie de chaque pays sur un plan normal. Mais on prétend perpétuer, par des moyens artificiels, une situation anormale dont les causes n'existent plus. On recourt à l'inflation du crédit pour soutenir les entreprises dont le rendement n'est plus proportionné aux besoins réduits à leur juste mesure. Cette tentative aboutit à la crise de 1931. Au lieu de laisser libre cours à une déflation, douloureuse sans doute, mais salutaire, ceux qui prétendent diriger l'économie n'y voient de remède que dans de nouveaux abus de crédit. L'étatisme, que la guerre a fortifié, étend ses tentacules. C'est l'ère du nationalisme économique. On édifie des murailles de Chine,

on établit des embargos, des contingents, des droits compensateurs, des contrôles de change et autres mesures restrictives qui entravent la circulation des marchandises et des capitaux au point d'étouffer la liberté économique. Dans plusieurs pays l'Etat, ayant acheté les excédents invendables des nationaux, ambitionne même de maîtriser le marché mondial de certaines matières premières, au moyen d'opérations spéculatives dont les contribuables font les frais. Au milieu de l'appauvrissement général, la poussée prolétarienne et la démagogie aidant, la plupart des gouvernements assument des fonctions d'ordre économique et des charges sociales, étrangères à leur rôle. Il en résulte une énorme augmentation des dépenses publiques, qui déséquilibre les budgets et rend nécessaires des emprunts et des impôts excessifs, quand elle n'entraîne pas l'inflation monétaire qui provoque l'anéantissement du mark et l'apputation d'un grand nombre d'autres devises. Les manipulations monétaires achèvent de détruire la confiance et les capitaux pris de panique fuient d'un marché à l'autre, à la recherche, non pas d'emplois productifs, mais d'un refuge. Et depuis plusieurs années, dans un monde cloisonné où l'insécurité est générale, les principales nations attendent, pour stabiliser les monnaies, que certains facteurs économiques aient subi un redressement qui demeure impossible sans la stabilisation monétaire.

La crise tient à des causes multiples qui s'aggravent réciproquement, mais il n'est pas douteux que l'étatisme l'a intensifiée et prolongée. S'il y a lieu de parler de faillite, il conviendrait donc de conclure avec M. R.-P. Duchemin, président de la Confédération générale de la production française, qu'il s'agit de la faillite, non pas du libéralisme économique, mais de l'économie dirigée. (*Bulletin de la Banque Canadienne Nationale*).

LE SALAIRE MINIMUM

La Commission du salaire minimum des femmes tenait une assemblée, à Québec, sous la présidence de M. Gustave Franca, afin d'étudier le cas des employés de restaurants, d'hôtels et de salles à manger et fixer des conditions de travail raisonnables comme pour les ouvrières de nombre d'autres industries.

Le cas de ces employées est quelque peu différent, par le fait qu'un grand nombre d'entre elles ont leur nourriture et leur logement fournis par le patron. Or, la commission a pratiquement réglé le cas à l'avance, et on déterminera un montant fixe pour le logement. La province sera divisée en quatre zones et dans chacune on déterminera un montant fixe, pour ces deux items. A Montréal, on croit que le montant fixe pour le logement et la nourriture d'une employée sera de cinq piastres par semaine, et dans le reste de la province, de quatre dollars. A Montréal, le repas ne pourra être évalué à plus de vingt sous chacun, et dans le reste de la province à quinze sous. Le montant du logement et de la nourriture sera diminué du montant du salaire hebdomadaire fixé par la commission. A Montréal on croit que les salaires seront de 7, 8, 10 et 11 dollars selon l'expérience, et après 24 mois d'expérience de \$12.50 par semaine. Dans les villes de Sherbrooke, Québec, Trois-Rivières et Hull, l'échelle correspondante sera de 6, 7, 8, 9 et 10 dollars après 24 mois d'expérience.

RELATIONS OUVRIERES

Le président Roosevelt a signé le bill Wagner dit des relations ouvrières, déclarant que cette loi est un pas important vers l'établissement de relations ouvrières justes et pacifiques dans l'industrie.

M. Roosevelt ajouta cependant que la mise en opération de la nouvelle loi, qui accorde aux ouvriers le droit de s'organiser en vue du contrat collectif, exigera un sens de responsabilité de coopération de la part des patrons, des ouvriers et du public en général.

Le président donna aussi un avertissement à ceux qui attendent trop de la nouvelle loi. Disant que son but est de protéger le travail, dans l'organisation et dans le contrat collectif, M. Roosevelt dit qu'elle éliminera sûrement une cause principale de conflits ouvriers, mais qu'elle ne mettra pas fin à tous les conflits. Le nouveau bureau des relations ouvrières, qui a des pouvoirs quasi judiciaires, bureau qui est chargé de la mise en vigueur de cette loi, n'agira pas comme médiateur ou conciliateur. Cette tâche restera encore le lot du département du Travail.

TRIBUNE LIBRE

Monsieur le Rédacteur,

Il me fait encore extrêmement plaisir aujourd'hui de pouvoir communiquer à nos amis de l'humanité ce qui suit. Ce travail consiste à établir à qui incombent les grandes responsabilités de tant de crimes dans le monde. Tout le monde bien pensant admettra, n'est-ce pas, que la criminalité semble grandement progresser et que le mal croît de jour en jour, il y a des gens prétendant que cette progression de la criminalité est due au fait que l'application des lois civiles n'est pas assez rigoureusement appliquée. La tolérance a peut-être contribué à la progression du crime dans le monde.

Mais la véritable raison est peut-être celle-ci: il y a longtemps que l'esprit diabolique de Satan, le prince invisible, domine ce monde, de ce chef invisible, il en résulte la responsabilité de l'augmentation constante de l'injustice, de l'iniquité et du crime. Depuis la fondation de la partie nord de ce continent américain, terre prétendue privilégiée de Dieu et réputée pays de liberté religieuse, n'est-il pas vrai que la criminalité prend des proportions redoutables. Alors, quelles sont donc les meilleurs remèdes à appliquer qui réaliseront la réforme de l'humanité et de notre peuple? Dieu seul peut-être le sait, puisque nos gouvernants n'ont pas encore réussi à établir un règne de paix, de bonheur et de Dieu sur cette terre, et que, actuellement, il nous semble que toutes les malédictions du ciel s'appesantissent sur nos têtes. Autres facteurs criminellement responsables: le matérialisme extrémiste de nos jours a lui aussi sa part de responsabilité; système néfaste animé comme aux temps des civilisations antiques, vice dont le peuple devrait être débarrassé à tout jamais.

Autre responsabilité: la haute finance et les profiteurs avec leurs trompeuses pratiques sont aussi inévitablement responsables des grandes souffrances de l'humanité. Il faudrait donc trouver le moyen de remédier à cela. Le peuple le veut. Il faudrait enfin éliminer le mensonge, empêcher l'exploitation et le vol et bien d'autres crimes dont les hommes souffrent depuis déjà trop longtemps.

Les meurtres commis. Les guerres ont abreuvé la terre de sang humain. En toute justice et vérité cela aussi devrait cesser avant que le baigne de la terre fasse place à un séjour charmant.

Bien à vous, mon cher Rédacteur, je me soustris,

Votre humble serviteur,
J.-C. ARCAND, publiciste.
Vice-président de la Coopérative d'Education Ouvrière.



CETTE RÉELLE
SAVEUR DE
HOLLANDE

En vente
au Canada
depuis plus
de 100 ans

GIN de KUYPER

85¢ la bouteille de 10 onces
1.90 la bouteille de 26 onces
2.65 la bouteille de 40 onces

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de
JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs
Rotterdam, Hollande - Maison fondée en 1695

LES ACCIDENTS DANS L'INDUSTRIE

Afin de favoriser la réduction du nombre des accidents dans l'industrie, et d'en atténuer les conséquences, le comité exécutif de l'Association de Québec pour la Prévention des Accidents du Travail recommande qu'au moins un employé par usine soit instruit dans l'art d'administrer les premiers soins aux blessés. La présence d'un homme compétent dans chaque atelier est un moyen assuré de parer aux suites désastreuses des blessures, même les plus minimes, et de diminuer ainsi le coût des accidents.

Instructions ont été données au gérant général de l'Association de conclure des arrangements entre les industriels et l'Association Ambulancière Saint-Jean afin de permettre à tous les employés qui le désirent de suivre facilement ces cours de soins d'urgence. L'enseignement en est très explicite et le cours élémentaire ne dure que quelques semaines; chaque atelier devrait y députer un de ses hommes.

L'Association Ambulancière Saint-Jean se tient toujours en étroit contact avec les secouristes diplômés, afin qu'ils soient toujours prêts à parer à toute éventualité.

MEDAILLE A M. ARTHUR GABOURY

En reconnaissance du travail qu'il a fourni au mouvement de la prévention des accidents, le Lieut.-Col. Arthur Gaboury, gérant général de l'Association de Québec pour la Prévention des accidents du travail, et secrétaire général de la Ligue de Sécurité de la province de Québec, vient d'être honoré par le Lieutenant-Gouverneur de la province, l'honorable E.-L. Pate-

naude, C.R. Une médaille de bronze portant l'effigie du lieutenant-gouverneur lui a été présentée à cet effet.

La lettre de présentation, signée par le Lieut.-Col. D.-B. Papineau, aide de camp du lieutenant-gouverneur, dit que: "C'est avec plaisir que Monsieur Patenaude vous présente cette médaille en souvenir, afin de vous témoigner combien il apprécie l'oeuvre que vous accomplissez afin d'assurer la sécurité du public."

Nos félicitations au récipiendaire.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général
FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4½ h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est
P.Lateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"
95, rue Notre-Dame Est
P.Lateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6532, boulevard Saint-Laurent
CRessent 4758

FEMMES: 1110, rue Stanley
P.Lateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry
CHerrier 3148

FEMMES: 6532, boulevard Saint-Laurent
DOLLARD 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

DEMANDEZ
LA BIÈRE
POPULAIRE

ASK FOR
THE POPULAR
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal
depuis

149 ANS

Brewed in Montreal
since

149 YEARS

Tariffs and Unemployment

The Imposition of High Duties on Imported Commodities is Not a Solution of the Unemployment Problem. Leaders of Political Parties Must be Guided In The Matter of Tariffs By What is Best Calculated To Not Only Provide Employment But Promote Trade With Other Lands.

By BERNARD ROSE.

During the course of the last Federal campaign, it was confidently predicted by the Leader of the Conservative Party that, with an increase in tariff, employment would be found for the largest number who were at the time he spoke without employment. Unfortunately, this confident prediction was belied by subsequent events. The enormous increases in the tariff had the effect of giving certain industries a monopoly, and an opportunity to make huge profits. The advantages flowing from the increased tariff were not shared by the employers with their employees or the consumer. A number of industries were established, but the amount of employment which they made available was a mere fraction of the total number of workers who were unemployed not only immediately following the 1930 election, but the years since.

It is no longer necessary to tell readers of any newspaper or periodical, that what was disclosed during the course of the Royal Commission on Mass Buying, demonstrated that the advantages of the tariff were very few, and that several large firms reduced wages. The present Government's Leader said that he would blast his way into the markets of the world. He no doubt meant this, but his economics along exchange lines was very much at fault, since apparently he did not realize that if one is to "blast his way into the markets of the world" this can only be accomplished where there is a *quid pro quo*. In other words, we cannot expect to sell to other nations, unless we are prepared to buy.

It is no doubt regarded as sound doctrine, by a certain party, to exclude commodities from other nations, in order to provide work for native workers—but even though workers in one particular industry, or a few industries, are kept fully employed, because of a high tariff and the exclusion of foreign commodities, they by no means constitute the country's total gainfully employed workers.

Where a country is well endowed with natural resources, and has tremendous water powers, it can not only produce, as Canada can, sufficient food to feed its own population, but export the largest part of it. Because of its educated artisans, and technicians, it can likewise manufacture not only for local consumption but export. From a purely economic standpoint, it is a question of ratios. Is it more desirable to export and accept in exchange commodities which other countries have, or keep our food products and compel our wheat growers to depend upon Government aid because of the lack of market for their products? Countries which require food to feed their population, and manufacture goods which can be consumed by Canadians, would no doubt willingly exchange what they manufacture for the primary products which we can produce in such abundance.

The solution for our unemployment problem is therefore not in the direction of tariffs. Even those who first advocated tariffs, in order to protect industries, subsequently learned that as protection is adopted as a national policy, the interests that it creates are such, that they will, under no circumstances, tolerate legislative interference with what they consider a vested right.

In one of the series of pamphlets published by the Social Service Council of Canada, the author of "Unemployment In The Machine Age: Its Causes," states in the section dealing with "Tariffs": "The main object of a protective tariff is to restrict the home market to the products of home industry. One of the clearest effects is to restrict the market for our own exports: if we will not buy foreign goods how can the foreigner get Canadian money to buy our goods? Reducing markets hardly strikes one as a really brilliant way of increasing employment. A protective tariff may increase employment in protected industry but it can do so only at the expense of the national income as a whole and of employment and or the standard of living in non-protected industry."

The author quoted belongs to the school of thought that favors reform along collectivist lines. His statement, however, that unemployment cannot be conquered by tariffs, is an admission that this means to create additional employment, and so eloquently advocated by national policy enthusiasts, is hardly likely to mitigate the effects of large and prolonged unemployment. As he properly points out, "How can the foreigner get money to buy our goods?" if we refuse to purchase what he has to sell?

Though there may be occasion during a very brief period, for imposing a certain tariff, in order to enable an industry to develop from the experimental stage, the moment this stage is passed to maintain a high tariff places the consumer at a disadvantage and prevents that freer intercourse between nations in connection with what they grow and manufacture that is a prerequisite to national prosperity in both countries.

Highly protected manufactured commodities tend to reduce the purchasing power of the workers in industries that are not protected. When it was pointed out that high protection has a tendency to create a monopoly, those who favor this means of encouraging and maintaining home industries, stated that domestic competition would be such, that prices would be lowered to a level commensurate with the capacity of the average consumer to buy. Experience has demonstrated the fallacy of this argument.

A country, situated as Canada is today, must endeavor not only to utilize its resources to create employment, but enter into trade relations with every country prepared to exchange goods agricultural and manufactured, with the Dominion. Statistics show that, in the years when our tariff on a great many articles was lower than it is today, the volume of trade was quite large. Furthermore, those employed in the great transportation industry on land and sea were kept employed. Trading with other nations is a matter of delicate balancing. In the matter of one product that we purchase in huge quantities and a vital necessity because of climatic conditions, the imposition of a tariff increased the price of coal beyond the ability of hundreds of thousands of workers to pay. It was demonstrated, as result of proceedings instituted, that, because of arrangement entered into between various companies, a veritable monopoly was created.

What the employee is most interested in, is getting the fullest value for his money. What the dollar can purchase, is what intimately affects the economic life of the wage earner.

Great Britain, which was one of the oldest free trade countries, was the first to introduce social services, which protected countries, on this side of the

From Our Readers

THE STEVENS PARTY

Can It Accomplish Anything? Has Its Leader At Any Time Previous to His Leaving The Party of Vested Interests Shown Any Sympathy For the Workers

Montreal, July 12, 1935.

Editor, Labor World.

Sir:

Mr. Stevens' declared intention to form a new party has provoked discussion in political circles. It will be hardly interesting to the workers, since they know Mr. Stevens as a lifelong orthodox Conservative, who only recently came to the conclusion that there was something wrong which should be remedied. They are also aware, that if the quarrel between himself and our dictatorial Prime Minister had been patched up, he would have been back in the Conservative fold fighting side by side with Mr. Bennett. Mr. Stevens can hardly be called a friend of the workers, since he at no time came out very strongly in favor of organized labor.

The element that are showing interest in his campaign are mostly small capitalists, the majority of whom are retail dealers who have no great sympathy for the workers. These dealers want to get all they can for themselves and are not in favor, by any means, of any form of effective reconstruction. The retail dealers supporting Mr. Stevens are against the chain stores and also against the co-operative movement. They would just as strongly oppose a movement similar to the one which has done so much for the workers in England, Belgium, and France, as they are presently opposed to the commercial chain organization selling groceries or other products.

What Mr. Stevens recommends will not go very far. As a Conservative he has been a high protectionist the whole of his life, hence in favor of a monopoly for the privileged few who secure control of machinery and resources. He may attract a number of dissatisfied Conservatives who otherwise would go with the C. C. F. To use an old English saying, Mr. Stevens is neither fish, flesh, nor red herring. His party is not Liberal, Conservative, or even C. C. F., but a Stevens Party. One can judge the type of men it will attract, when we were given, through the press, the names of the three merchants who constitute his executive. They haven't at any time shown any great sympathy for the workers and it seems quite a piece of presumption, for Mr. Stevens and those who will be associated with him, to expect that the workers will support his party in preference to the Liberal or the C. C. F.

I would also like to point out one very important fact; particularly since it affects the workers who are principally interested: Mr. Stevens gives, as his chief reason for forming a new party, the refusal on the part of Mr. Bennett and his Government to enact the legislation asked for in the Price Spreads Commission's report. Mr. Bennett and his chief lieutenant, Mr. Guthrie, declared they could not go as far as the report demanded, since if they attempted to pass the legislation, it would be attacked on constitutional grounds. All the legislation passed to date by Mr. Bennett is worthless. No one has yet benefited by it, and there is every likelihood that, as prominent members of the Opposition pointed out, it is *ultra vires* of the powers of the Federal Parliament. To secure the necessary authority to pass the legislation asked for by the workers, and make it uniform throughout the Dominion, it will be necessary to first secure the consent of the provinces to an amendment to the British North America Act, whereby the Dominion Parliament will be able to constitutionally pass the legislation which the workers have been asking for and recommended by the Mass Buying Committee.

Mr. Stevens therefore, even if he gets a group, can accomplish nothing in this direction. The majority of the provinces have Liberal governments in office. There is no doubt they would gladly divest themselves of the responsibility of looking after the unemployed either in the way of pro-

viding work or relief. As long as the rights of minorities, educationally and religiously, are protected, no objection can properly be made by the Provincial Governments to the Dominion Parliament being given the necessary authority to pass uniform social legislation in the way of minimum hours, minimum wages, fair prices, and all the other reforms which not only the evidence of the Commission showed are required, but the times demand.

It would seem, therefore, from the worker's standpoint, that it would merely be wasting one's vote to cast a ballot in favor of a Stevens candidate. As pointed out, the Provinces would certainly not meet any demand that he made owing to his not being in a position to call them together in conference. The worker is therefore left with the alternative of voting for the Liberal Party, which now has a majority in all the provinces, and will be able to call the provinces together immediately after the next election, to get their prompt consent to amendments to the British North America Act, followed by an early session of Parliament to enact such legislation as is required, through the introduction and adoption of new measures, or amending those already passed.

The Stevens campaign, in my opinion, is a mere flash in the pan, and when a new leader appeals to the electors, particularly the workers, we must enquire into the past record of the leader, since there is an old proverb, that "one is known by his friends." The friends of Mr. Stevens, heretofore, were very staunch and traditional Conservatives. They at no time showed any sympathy or desire to go out of their way to help the workers.

Whatever socially ameliorative legislation was adopted, has been due largely to the Liberal Party. Mr. Woodsworth stated, at several of his meetings, that he did not expect he would be able to form a Government. As there are quite a number of workers who are sympathetic to the Liberal or the Conservative cause, it would appear that the inability of Mr. Stevens to form a party, and the statement of Mr. Woodsworth that he does not expect to be able to form a Government, leaves the workers in favor of reform, with no choice but to vote for the party that will be in a position to implement promises made by its leader because of the readiness or willingness of the several provinces to co-operate with him.

I am not, in any sense of the term, an active partisan, but interested in social legislation, and appreciative of the benefits which organized labor has secured in the past, for the workers, because of the representations made by it to Governments of the day.

Mr. Stevens' reconstruction and reform programme comes about as late as that of Mr. Bennett. The Prime Minister waited until he knew that there was no chance of being returned to office, to announce a reform programme, which runs counter to everything Conservative. Mr. Stevens did nothing before his break with Mr. Bennett, to suggest or recommend legislation in the way of unemployment insurance immediately applicable to both, employed and unemployed, minimum hours, and other measures of a like nature. We must also not forget that, although no one would challenge his sincerity, he has been in politics for quite a long time, and believes that he can capitalize present conditions for the party or group which he states he was asked to organize.

E. LOVE.

NEWFOUNDLAND DECREES CONSCRIPTION OF LABOR

The Government of Newfoundland has issued a decree conscripting labor for certain forms of public work.

The notice made public by Brian Dunfield, Secretary of Justice, requires all able-bodied men between the ages of 16 and 60 in certain areas to work six days per year on government roads or some other task specified by the government.

ocean, are now finding it necessary to establish. Within recent years, Great Britain has departed from its free trade practice, by imposing a tariff on certain commodities, but this has not had the effect expected. *Leaders of political parties must be guided in the matter of tariffs by what is best calculated to not only provide employment, but promote trade with other lands.*

The effects of economic nationalism are now so well understood, that to adopt this means of seeking to promote a country's welfare, develops a situation, the consequences of which are disastrous.

Find Work for Idle Hands— Time we Stopped Drifting!

Housing Program and Shorter Hours Would Put a Large Number of People Back to Work.

It is said that Canada is behind in her normal building program to the amount of \$800,000,000.

If \$200,000,000 were spent on housing, tens of thousands of workers would be re-employed.

Where is the "frozen credit" that it cannot be brought back into circulation?

More poignant, why is it withheld from circulation?

Many people think that a national housing plan would benefit numerous industries and, in fact, is Canada's sanest investment to get away from the policy of drift in finding work for idle hands.

Government and industry seem to be afraid of anything that means putting tied-up wealth back into the hands of the people, who can stir the latent giant into a boiling caldron of energy instead of coming in dribbles as a handout against starvation.

Responsible people do not try to do anything about shortening hours as a means of putting more people to work.

Responsible people do not try to get money into circulation by carrying on necessary work.

Responsible people apparently think those unemployed are irresponsible.

How much longer can this thing go on?

We know that the wealth accumulated by our people still exists. It cannot swallow itself.

Must it be necessary to evolve a system where private control of enormous capital shall be prohibited?

Why is the national good being sacrificed to retain worn-out practices?

If present economic standards are not meeting the needs of society, then let us

OF COURSE, YOU ARE AWARE. . . .

That the International Typographical Union (then known as the National Typographical Union) was organized in 1852.

That the International Typographical Union is the oldest organization affiliated with the American Federation of Labor.

That the International Allied Printing Trades Association was formed March 7, 1911.

That the International Typographical Union label was adopted in 1886, and has become one of the best known trade symbols extant.

That the first union old age pension system was established in 1905 by the Granite Cutters' International Association.

That the International Typographical Union old age pension was inaugurated in 1909.

That the International Typographical Union has paid out more than eight and one-half millions in old age pensions.

That in 1867 the National Typographical Union relegated to subordinate unions the question of admitting women into membership.

That in 1870 a group of women printers in Brooklyn were militantly active as a union for betterment.

That in 1872 the International Typographical Union admitted women printers into membership on an equality with men.

That the Columbia Typographical Association, organized in 1815, is credited with being the oldest labor body in Washington, D. C.

That Frank Morrison, a member of No. 16, International Typographical Union, has been secretary of the American Federation of Labor continuously since January, 1897 — thirty-eight years.

That the first organized effort to shorten the workday in the United States occurred over the decade 1830-40 — the ten-hour movement.

That the Philadelphia building trades Unions were the first to benefit when the ten-hour day was secured in 1833.

That Massachusetts in 1869 established the first state bureau of labor statistics.

That Sidney and Beatrice Webb, British writers, are credited with first having used the phrase "collective bargaining" in 1891.

That William Benbow, an Englishman, is credited with having first suggested the idea of a general strike in 1832.

That the first eight-hour workday in America was established by the government at the Charleston Navy Yards in 1842.

That the nine-hour day was secured by the printers in 1898.

That guilds composed of workers were

revise them and make them suitable to the welfare of all those who do their share in providing society with its needs.

Hoarded wealth is a form of snatching because large enough profits are not procurable.

The industry of the people and their consumptive power has given to go-getters an opportunity to possess an advantageous position due to control over the medium of exchange which they have acquired through the existing financial system.

A means should be found to have accumulated wealth turned back into the arteries of trade.

Why, for the sake of bigger profits, should men be working long hours when there are so many doing nothing who are only too anxious to do their share of the nation's work?

With the large army of youths coming from our schools and colleges each year being added to the ranks of those who cannot find a place where their services can be used for their own benefit and that of society, it is time an awakening took place and facts were looked at in the light of a national defence emergency against deterioration of mind and body and a lowered race standard.

We must eliminate from political and industrial leadership the doddards and laggards who have not faced the demand of the present crisis in a way necessary to cope with the new era now being ushered in through the economic readjustments that the world has to meet.

There is a way to provide work for all, and it should not be held up because some people will not play the game.

LET'S GET BACK TO WORK!

known in England as early as the seventh century.

That the worker could not bargain effectively with employers.

That the worker, to obtain decent conditions, must bargain collectively.

That the worker, to be able to bargain collectively, should be organized.

That organization is the bulwark of the labor cause.

That, in order to be fully protected, the worker must be organized on a sound basis.

That, after considering the various labor movements or so-called labor movements, the worker must choose the organization best suited to his purposes.

That, to secure all the benefits of unionism, the worker must be a member of the International Union of his craft.

That the International Unions will give all the protection he is entitled to.

SCHOOLMASTER PHILOSOPHY

A professor of economics at the New York University School of Commerce recently crashed the front pages of the metropolitan press by asserting that "spending not only does not generate prosperity, but has nothing to do with it. . . . If an individual saves \$100 a month, for example he can put it in a bank, which makes loans for the expansion of plants or other contributions to production; or, if he puts the money in stocks, the company uses it to buy more goods."

And then what? Who buys the finished product? And with what?

The mere ability to purchase goods and articles means little if the actual transaction fails to take place. Purchasers are necessary. Employed consumers are the purchasers of manufactured products. The millions of unemployed have not that ability.

No one may seriously quarrel with education and its relation to advancement. However, there appears every reason to differ from the false philosophy peddled under the guise of wisdom by some of the directors of classrooms while basking in the reflected light of some great institution of learning. Nor does it require extensive training in economics to read as under the poorly woven fabric of the quoted statement. What have the billions "saved" by our money kings accomplished toward the restoration of prosperity? By what wizardry would it be possible to increase consumer purchasing power by sequestering money in banks? How many of the unemployed would be taken from the breadline by each \$100 "saved" by one of the employed? How much prosperity

LE MONDE OUVRIER
The Labor World
Rédigé en collaboration
Le porte-parole des ouvriers organisés
de la province de Québec
The Bilingual Mouthpiece of the
Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse Internationale
Ouvrière d'Amérique
MARCEL FRANCO
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

**The Canadian Converters
Company, Limited**
470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



**DOMINION TEXTILE CO.
LIMITED**

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

**DOMINION BRIDGE CO.
Limited**

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be
a Civil Servant—Postman, Customs
Examiner, Clerk, Stenographer, etc.
Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C.
Civil Service School, Toronto (10)

has been created by the countless billions
poured into the hoppers of Wall Street by
stock buyers?

All bespectacled college classroom directors
to the contrary, it may be confidently
asserted that employment is the only true
solution of our economic troubles — employment
for shorter hours and higher
wages than industry has ever before paid.
— *The Typographical Bulletin.*

The annual convention of the United
States Chamber of Commerce at Washington
early in May was typical of its kind.
While boasting that dividends had increased
\$400,000,000 over 1933, a vast majority
of those in attendance were caustically
critical of the men and methods responsible
for this vast improvement. The convention
went on record as demanding the repeal
of all legislation that would in any way
"interfere with business." This position is
in line with the recent suggestion of the
National Manufacturers' Association that
if "political uncertainties" are removed industry
will at once expend \$20,000,000,000
and put 4,000,000 men to work. Having
been saved from its own folly, big business,
as represented by the U. S. C. of C. and
the N. M. A., now proclaims itself the
savior.

Au restaurant.

Le client: Vous avez mis "champignons"
sur votre menu, mais je n'en ai trouvé aucun
dans la sauce.

Le garçon: Que voulez-vous, on ne peut pas
en mettre partout!



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

JOAN CRAWFORD and
ROBERT MONTGOMERY in
"No More Ladies"
with CHARLES RUGGLES
FRANCHOT TONE
EDNA MAY OLIVER

CAPITOL

ANN HARDING and
HERBERT MARSHALL in
"The Flame Within"

plus
One New York Night
with FRANCHOT TONE

LOEW'S

CLOSED

for Complete Renovation
and Redecoration

PRINCESS THEATRE

"Thunder in the East"
formerly known as "The BATTLE"

Added Attraction
"UNKNOWN WOMAN"
starring RICHARD CROMWELL
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes,
Napkins, Serviettes de barbiers,
etc., et tout autre article à
l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurant
Tél.: CLairval 2230

The
Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—
Fire Alarm and Police Signalling
Systems — Radio Transmitting and
Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are
manufactured in Canada
by Canadian Workmen, at
our six modern Refineries
one of which is located at
Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED